

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue recteur Daure
CS 60040
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 05/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE

RUE JEAN DALLEY
PARC D'ENTREPRISES BRIVE OUEST --
19100 BRIVE LA GAILLARDE

Références : 2024.236
Code AIOT : 0100030006

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE implanté AEROPORT DE CAEN CARPIQUET 14650 CARPIQUET. L'inspection a été annoncée le 29/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE
- AEROPORT DE CAEN CARPIQUET 14650 CARPIQUET

- Code AIOT : 0100030006
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EUROVIA Grands Projets France exploite une centrale mobile d'enrobage à chaud dont le fonctionnement est encadré par l'arrêté préfectoral du 5 février 2024, destinée à la fabrication des enrobés nécessaires aux travaux de mise aux normes européennes de la piste principale de l'aéroport de Caen-Carpiquet.

L'installation est implantée dans l'emprise aéroportuaire sur la commune de Carpiquet, à proximité immédiate de la piste, sur des terrains mis à disposition par la communauté urbaine Caen la Mer.

Depuis la mise en service industrielle de l'installation le 18 mars 2024, aucun incident, signalement ou plainte (notamment en matière de bruit, poussières, odeurs) n'est à signaler par l'exploitant.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 5	Sans objet
2	Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2	Sans objet
3	Horaires d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1er	Sans objet
4	Contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.2	Sans objet
6	Hauteur des cheminées	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.4	Sans objet
7	Odeurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.8	Sans objet
8	Bruit	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7.1	Sans objet
9	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5	Sans objet
10	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'inspection était de réaliser un récolement partiel de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 05/02/2024.

La gestion du site est globalement satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 5
Thème(s) : Autre, Localisation des installations
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande d'enregistrement du 12 septembre 2023 et complétée le 13 octobre 2023. [...] Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Les installations sont situées aux emplacements prévus. Les installations comportent globalement les éléments prévus dans les plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement complété. Lors de sa visite du 02/04/2024, l'inspection constate toutefois que : <ul style="list-style-type: none">- le point de rejet des eaux pluviales et matières potentiellement polluantes pouvant être contenues dans la rétention du parc à liants est modifié. Le rejet se fait dans le réseau d'eaux pluviales de l'aéroport et non plus au niveau d'un fossé d'infiltration au nord du site ;- l'exploitant utilise un bio-combustible (Dertal) pour alimenter les brûleurs de la centrale d'enrobage en alternative au fuel lourd TBTS. Le bio-combustible est stocké dans une cuve aérienne de 90 m³ en lieu et place de la cuve de stockage de fuel lourd.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 2
Thème(s) : Autre, Suivi d'exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations projetées relèvent du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2521.1 – Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud : 1 centrale mobile d'enrobage à chaud de type ERMONT TSM28 de capacité nominale de 440t/h à 5 % d'humidité (Enregistrement)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que la capacité nominale de la centrale est de 440 t/h à une teneur en humidité des granulats de 5%.</p> <p>Depuis la mise en service industrielle, la capacité moyenne de la centrale est de 400 t/h, pour une production journalière d'environ 3800 tonnes d'enrobés. Lors de l'inspection, la production en cours affichée sur le poste de commande était de 370 t/h.</p> <p>L'exploitant précise que la production est réalisée avec 10% d'enrobés recyclés pour la piste et 35% pour ses accotements, les agrégats d'enrobés recyclés provenant du rabotage de la piste aéroportuaire objet du chantier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Horaires d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 1er</p>
<p>Thème(s) : Autre, Suivi d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les horaires d'ouverture de ces installations sont fixées de 6h à 22h, du lundi au vendredi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant respecte les plages horaires autorisées avec un fonctionnement débutant à 7h avec l'arrivée des terrassiers et se terminant vers 18h30, du lundi au vendredi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des accès

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.
Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations.

Constats :

Le site est clôturé par des clôtures de chantier compte tenu du caractère temporaire de l'activité.
Le chef de poste, présent en permanence lors des horaires d'ouverture, est en charge de la surveillance et des contrôles d'acceptation sur le site notamment. En dehors des heures ouvrées, le site est sous vidéo-surveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2024, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des émissions

Prescription contrôlée :

Dans le mois suivant la mise en service de la centrale d'enrobage à chaud, l'exploitant réalise, dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 modifié susvisé, les contrôles des émissions dans l'air, dans l'eau et sonores de ces installations. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La mise en service industrielle de la centrale d'enrobage a été effectuée le 18 mars 2024.
L'exploitant indique avoir réalisé une campagne de mesures des émissions atmosphériques et des émissions sonores des installations, respectivement le 25 mars 2024 et le 21 mars 2024. Le jour de l'inspection, il ne disposait pas encore des résultats de ces contrôles.
Un contrôle des rejets aqueux est programmé le lendemain de la visite d'inspection, le 3 avril 2024 (bon de commande fourni à l'inspection).

Par courriel du 4 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport relatif aux émissions sonores des installations.

sonores des installations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les rapports de vérification sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception par l'exploitant. En cas d'écarts, il est de la responsabilité de l'exploitant de les lever.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3mois

N° 6 : Hauteur des cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à douze mois, et sous réserve de l'absence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz, la hauteur de cheminée est de 13 mètres au moins pour les centrales d'enrobage de capacité supérieure ou égale à 150 tonnes/heure et de 8 mètres au moins pour les centrales de capacité inférieure à 150 tonnes/heure.
Constats : L'exploitant indique à l'inspection que la hauteur des cheminées est de 14,5 mètres. Aucun obstacle aux alentours de nature à perturber la dispersion des gaz n'est observé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.8
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux diffus ou canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des fumées. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement,...) difficiles à

confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. Les produits bruts ou intermédiaires susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.

Constats :

L'exploitant précise ne pas avoir reçu de plainte, ni de signalement « odeurs » depuis la mise en service industrielle de l'installation.

Les rejets atmosphériques, issus du tambour-sécheur de la centrale d'enrobage à chaud, sont après passage par unités de filtration (filtres à manches) rejetés par deux cheminées verticales. L'état des filtres à manches a été vérifié avant la mise en service de l'installation. Un stock d'une centaine de manches est présent sur site, si nécessaire.

Tous les camions, chargés en enrobés chauds, sont systématiquement bâchés en sortie de site.

Sur demande de l'inspection, l'exploitant précise ne pas avoir rédigé de consigne en cas de plainte odeur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit

Prescription contrôlée :

I. Valeurs limites de bruit

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Constats :

Par courriel du 4 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de contrôle des émissions sonores des installations.

La campagne de mesures acoustiques a été réalisée le 21 mars 2024.

Le site fonctionnant uniquement de jour, 3 points de mesures ont été réalisés en journée : 2 en limite de propriété de l'installation et 1 en zone à émergence réglementée. Les mesures ont été effectuées conformément à l'arrêté du 23 janvier 1997 et à la norme NF S 31-010 sans déroger à aucune de ses dispositions.

Le rapport conclut à la conformité de l'installation en terme de niveaux limite de bruit pour les 3 points de mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les installations sont équipées systématiquement d'un dispositif de décantation et d'un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement des zones revêtues ou dispositifs ayant la même fonctionnalité.

Constats :

Les eaux pluviales collectées dans la rétention du parc à liants sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant indique que le séparateur d'hydrocarbures installé est neuf.

L'exploitant précise que le séparateur d'hydrocarbures (enterré) sera retiré par l'exploitant en fin d'exploitation du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.9

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

[...]

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Constats :

Les cuves de liquides susceptibles de créer une pollution (bitume, émulsions de bitume, GNR...) sont situées dans le parc à liants formant rétention. Le volume de la rétention est de 220 m³ et respecte les critères suscités. La rétention est maçonnée : murs en parpaing sur lequel est posé un polyane étanche.

Le jour de l'inspection, la rétention est en bon état et n'est pas encombrée.

Il n'est pas observé la présence d'eau dans la rétention.

L'inspection n'a pas constaté de déchets ou produits susceptibles de créer une pollution stockés à même le sol.

La présence de kit anti-pollution sur le site ou l'existence d'une procédure en cas d'écoulement accidentel n'est pas vérifiée par l'inspection. Il est néanmoins constaté la présence d'extincteurs aux abords de la rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite
